Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 82

p.a.f. 0,80 € - juin 2018

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Liberté de circulation et d'installation pour tous!

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Espagne : Vive la lutte des femmes !

La sentence prononcée contre ceux qui se sont baptisés la « meute » et qui, en 2016, avaient à cinq violé une femme de 18 ans, a déclenché une spectaculaire vague de protestation et de colère dans toute l'Espagne.

Le tribunal n'a retenu comme motif de condamnation que celui d'« abus sexuel » et non celui d'agression sexuelle par viol, passible d'une plus lourde peine. Ce déni de justice a été ressenti comme une provocation intolérable dans tout le pays. Des millions de personnes, des femmes surtout, mais des hommes aussi, ont manifesté leur indignation en dénonçant non seulement la barbarie des violeurs, mais aussi la complaisance des juges et des autorités.

Il y a deux mois, plusieurs millions de personnes avaient manifesté à l'occasion de la journée des droits des femmes du 8 mars, et une grève des femmes avait été largement suivie pour protester contre les inégalités dont les femmes sont victimes. Elles sont en effet les premières touchées par les licenciements et les bas salaires. Elles avaient osé faire grève massivement pour crier leur volonté de changer leur sort et celui de leur famille.

Les combats que toutes ces femmes mènent aujourd'hui sont un début. Ils ouvrent la voie aux luttes à mener contre toutes les oppressions et la barbarie qu'elles engendrent.

Irlande: une victoire des droits des femmes !

Plus des deux tiers des Irlandais ont approuvé par référendum la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse. En Irlande, l'avortement était passible de 14 ans de prison et, chaque année, 5 000 Irlandaises devaient aller à l'étranger pour se faire avorter, dans l'opprobre.

Pour tous les réactionnaires et bigots du pays, en tête la très puissante Église catholique, le « oui » à ce droit élémentaire des femmes de décider par elles-mêmes est un camouflet. De quoi encourager les Maltaises et les Polonaises à se mobiliser pour bénéficier elles aussi du même droit.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :
http://www.lutte-ouvriere.be
et sur facebook:
LutteOuvrière.Arbeidersstrijd

Abonnements:

Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)
Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Liberté de circulation et d'installation pour tous !

Mawda, une enfant de deux ans, a été tuée d'une balle tirée par un policier, ici en Belgique. Pendant qu'elle agonisait et que le parquet mentait devant les caméras de télévision sur le rôle des policiers dans ce drame, ses parents étaient brutalisés verbalement et enfermés dans une cellule. Ils sont considérés comme « illégaux ».

Cela n'est pas juste un malheureux fait divers choquant, c'est le résultat de la politique anti-migrants criminelle et de plus en plus brutale.

Ainsi Bart de Wever, soutenu par ses seconds Theo Francken et Jan Jambon, n'a rien trouvé de mieux que de dénoncer le fait que cette famille se trouvait « illégalement » en Belgique et qu'elle s'était déjà vu donner l'ordre de quitter le territoire.

Et cela donne donc le droit à la police de tirer sur des gens non-armés et de tuer une enfant ?

Le chauffeur du camion n'aurait pas obéi aux injonctions de la police et tenté d'échapper à leur poursuite, y compris en adoptant une conduite dangereuse dans l'espoir que cela forcerait la police à abandonner, nous explique-t-on. Quelle autre option les personnes entassées dans la camionnette avaient-elles ? S'arrêter, se laisser menotter et se faire expulser vers le pays en guerre qu'elles tentaient de fuir ?

C'est bien cette politique de chasse aux êtres humains, qui quittent la misère et la guerre pour trouver une vie meilleure, qui est criminelle ! Une politique qui a été initiée bien avant que Théo Francken n'occupe le poste de secrétaire d'Etat à l'asile et à la migration.

Dans les années d'après-guerre, les riches pays européens dont la Belgique, faisaient massivement venir des travailleurs des pays pauvres, car les patrons des mines et de la construction avaient besoin de main d'œuvre bon marché. Mais déjà dans les années 70, le capitalisme entrait dans une nouvelle crise et les profits des années fastes empochés, les patrons abandonnaient les mines et la sidérurgie pour se tourner vers la finance, et le chômage grimpait en flèche.

A partir du début des années 80, sous prétexte de « protéger l'emploi » et de faire des économies dans les dépenses sociales, tous les partis dans les gouvernements successifs ont contribué à rendre l'accès à la Belgique de plus en plus difficile. Au point qu'aujourd'hui, il n'y a plus qu'un droit d'asile très limité, une véritable loterie où décrocher un permis de séjour de 6 mois, représente le gros lot.

Cela n'a pas du tout empêché les migrations. Car la même logique capitaliste qui génère le chômage ici, engendre les famines et les guerres dans les pays rendus pauvres, car pillés, par les capitalistes des pays riches.

Par contre, les migrants ont été successivement privés de leurs droits les plus fondamentaux : ils ont été déclarés « clandestins », « illégaux ». Cela justifie de les enfermer, de les renvoyer dans des pays où règnent la misère, la guerre, la dictature, et de les priver d'un accès aux soins de base, de leur refuser un logement... De leur refuser toute humanité. Et à entendre De Wever ces jours-ci, cela justifierait même de leur tirer dessus.

Mais le chômage n'a pas diminué, car ce ne sont pas les migrants qui créent le chômage. Le chômage, ce sont les capitalistes qui en sont responsables, en licenciant et en fermant les usines. Au contraire, la criminalisation des migrants a contribué à créer ce climat de peur et de division qui permet aux capitalistes d'imposer aux travailleurs une exploitation accrue.

Et pendant que les migrants devenaient « illégaux » dans le langage politicien, les travailleurs au chômage devenaient des « fraudeurs », les malades des gens qui « abusent », les fonctionnaires et les pensionnés des « privilégiés », les militants syndicaux des « irresponsables », voire des « criminels » qu'il faut trainer devant les tribunaux.

Les seuls auxquels cette politique a profité, ce sont les riches actionnaires et les capitalistes. Leurs fortunes, qu'ils amassent sur le dos des travailleurs du monde entier, s'accroissent plus que jamais.

Oh oui, il s'agit bien d'une guerre de classe menée par la classe capitaliste et ses serviteurs contre tous les travailleurs. Alors, ne nous laissons pas monter les uns contre les autres. La seule frontière qui existe vraiment dans cette société et qui traverse tous les pays, est celle entre les exploiteurs d'un côté, les exploités de l'autre ! Groupons nous sur le terrain de notre propre classe d'exploités et l'avenir nous appartiendra et non plus aux capitalistes et à leur système barbare.

Grève à NLMK contre le sous-effectif et la précarité

Une partie importante des 411 travailleurs de l'entreprise métallurgique NLMK de La Louvière ont participé à la grève des 14 et 15 mai. Le 16, ils ont manifesté à Bruxelles contre la réforme des pensions.

Les ouvriers de NLMK protestent contre le sous-effectif, estimant insuffisant les 20 contrats d'intérimaires convertis en CDI.

Si la direction tient à maintenir un contingent d'intérimaires « pour garder de la flexibilité », les ouvriers veulent les convertir en CDI… par solidarité !

Les Pilotes de Brussels Airlines ont raison !

La grève des pilotes de Brussels Airlines des 14 et 16 mai a été très suivie, contraignant la compagnie à annuler des centaines de vols.

Les pilotes rappellent que, outre la perte de 30 % de leurs salaires lors de la faillite de la Sabena, la direction leur a en plus imposé une nouvelle perte de 10 % en 2012, tandis que les cadences de vols ont presque doublé depuis la création de la compagnie.

La direction, qui s'était engagée à rattraper les pertes salariales en 2018, se moque des pilotes lorsqu'elle leur propose 3% d'augmentation cette année et 3% en 2019.

Avec 2,4 milliards de bénéfice net en 2017, le groupe Lufthansa, auquel appartient Brussels Airlines, aurait pourtant les moyens d'augmenter les pilotes et les autres catégories de personnels, puisque chacun de ses 130 000 salariés lui a rapporté 18 000 € nets dans l'année..

Mestdagh : halte aux licenciements

Le groupe Mestdagh qui exploite notamment les supermarchés de proximité Carrefour Market, a annoncé la suppression de 450 emplois, un emploi sur six ou 10 personnes en moins par magasin ! Comme l'ont dit plusieurs travailleurs : c'est impossible à tenir !

En effet, à ceux qui garderaient leur emploi, la direction impose (encore) plus de flexibilité et notamment le travail du dimanche. Beaucou plus de travail donc pour le même salaire.

Les travailleurs ont réagi par la grève et ils ont bien raison ! Ils luttent contre l'aggravation de cette absurdité qui marque notre vie à tous : les uns crèvent au travail pendant que les autres sont condamnés à pourrir au chômage. Une recette qui ne rapporte qu'aux patrons.

C'est pourquoi, la lutte des travailleurs chez Mestdagh, c'est notre lutte à tous et elle doit continuer, chez Mestdagh comme ailleurs!



ING : l'argent des licenciements

Après avoir supprimé 3158 emplois et fermé 600 agences dans le pays en 2016, la branche belge d'ING a repris le versement de dividende aux actionnaires : 720 millions €, soit 98% de son bénéfice net. Et selon le porte-parole de la banque, ce n'est qu'un « rattrapage » pour 2016, le versement d'un dividende ayant été reporté durant la restructuration. Un dividende, pour l'année 2017 cette fois, devrait suivre. La rapacité des actionnaires est la seule raison des suppressions d'emplois !

Schyns à l'école des exploiteurs

Face à la pénurie d'enseignants, la ministre de l'enseignement de la Fédération Wallonie Bruxelles, Marie-Martine Schyns, déborde d'idées… Comme rappeler « au volontariat » les enseignants partis en prérétraite. Ou constituer un pool d'enseignants mobiles qui pourraient être envoyés là où on a le plus besoin d'eux. Une idée que la ministre pourrait avoir piquée chez Lidl.

C'est cela que la ministre appelle « travailler à l'attractivité et à l'image du métier d'enseignant ». Et les intérêts des élèves, avec des enseignants en pointillé ?

Echos des entreprises

Audi / VW - Forest

Versailles

Rien que cette année, Volkswagen distribue près de 2 milliards d'euros de profit sous forme de dividendes à ses actionnaires. La moitié environ sera pour le Holding de la famille Porsche-Piëch.

La sueur des travailleurs est à l'origine de ces richesses mais ce sont les oisifs qui les empochent. Une telle société ne peut accoucher que d'une seule chose : la révolution !



La FGTB wallonne en congrès pour réchauffer de vieux plats électoralistes !

Les 24 et 25 mai, 700 militants syndicalistes se sont réunis à La Louvière pour le Congrès de l'Interrégionale wallonne de la FGTB. Ils y ont réélu leur secrétaire général Thierry Bodson, et ont approuvé les perspectives d'orientation politique de la FGTB wallonne pour les prochaines années.

Dans son rapport d'orientation, la FGTB wallonne souligne, à juste titre, les liens entre les nombreuses attaques que subissent les travailleurs de la part des gouvernements et la montée du désespoir social, le discrédit des partis politiques, la croissance des courants nationalistes et d'extrême-droite.

Ces attaques s'accompagnent, constate la FGTB wallonne, d'une criminalisation des luttes des travailleurs et des organisations syndicales. Les lois répressives, votées à la faveur des attentats terroristes, sont ensuite utilisées contre les grévistes, les manifestants, et tous ceux qui protestent.

Dans ce contexte, les organisations patronales, comme les gouvernements, en profitent pour tenter de minimiser les négociations collectives et laisser aux entreprises la plus large autonomie pour imposer la dégradation des conditions d'emploi et de travail.

La FGTB wallonne identifie dans cette politique des patrons et des gouvernements un enjeu « de vie ou de mort des syndicats », à commencer par l'existence d'une interprofessionnelle.

Mais face à ces attaques patronales, la FGTB wallonne met surtout en avant la nécessité « d'une refondation de la gauche ».

« La grande famille socialiste européenne est aujourd'hui un corps malade (…) ». « Mais », relève la FGTB Wallonne, « la gauche n'est pas morte ». « L'enjeu, pour la FGTB, est de recréer du lien entre les différentes branches de la gauche » pour que celle-ci « redevienne une force de proposition ».

Pour cela, la FGTB wallonne préconise un programme : « L'Etat doit reprendre son rôle ». Pour y parvenir, elle plaide pour « la réécriture des traités européens afin de desserrer le carcan budgétaire ». « L'Etat, les Régions, les communes » doivent « investir dans des secteurs clés du développement socio-économique et la nécessaire transition bas carbone ».

Pour soutenir ces investissements, la FGTB wallonne demande « que les investissements dans les secteurs qui engagent le développement des générations futures, comme l'éducation et la santé, ne soient pas comptabilisés dans le déficit public ». L'Interrégionale recommande aussi la création d'une « réelle banque publique » qui pourrait « emprunter à la BCE à un taux très bas ».

Voilà, en résumé, la perspective au nom de laquelle la FGTB wallonne « appelle officiellement les partis de gauche francophones (le PS, le PTB et Ecolo) à envisager la participation commune au pouvoir dans une logique de rupture ».

Toute la perspective de la FGTB wallonne repose sur l'idée que les travailleurs pourraient utiliser « l'Etat », par le biais des élections,



Voilà un qui se rêve faiseur de gouvernement wallon.



Quel « nous » ? Le « nous » des travailleurs n'inclut pas les patrons, ni leurs serviteurs politiciens.

pour lui faire jouer un rôle progressiste, sans toucher au pouvoir des capitalistes. L'Etat n'a qu'à s'endetter pour créer des emplois et éviter le réchauffement climatique, pendant que les marchés financiers continuent à s'enrichir.

Mais la spéculation et les marchés financiers ne créent en eux-mêmes aucune richesse ! Ils permettent par contre aux capitalistes de se partager les richesses créées par les travailleurs. Y compris en obligeant les Etats, c'est à dire les gouvernements de droite comme de gauche à bloquer les salaires, à déplacer des milliards des budgets de la santé, de l'éducation, des transports, vers les banques et la Bourse.

L'exemple grec est édifiant quant à cette perspective électorale, car bien que la population ait voté pour un parti de gauche, voire qui se disait d'extrême-gauche, ce sont les financiers qui ont contraint Tsipras et son gouvernement à donner l'argent des pensionnés aux spéculateurs.

Et c'est pourquoi la seule perspective crédible pour les travailleurs est de se préparer à renverser le capitalisme en se donnant les moyens de s'organiser ensemble avec tous ceux qui partagent leur sort audelà des frontières.

Une manifestation réussie qui appelle une suite!

Entre 60 et 70.000 personnes venues des toutes les parties du pays ont répondu présent à la manifestation du 16 mai organisée par les trois syndicats pour protester contre la réforme des pensions du gouvernement.

Le ministre des pensions, Daniel Bacquelaine, avait beau faire campagne les jours précédents la manifestation pour sa pension à points qui représenterait selon lui un "progrès social", les travailleurs n'accordent plus aucune confiance aux menteurs professionnels du gouvernement.

Dans la manifestation, l'absence remarquée et appréciée de pétards permettait des discussions entre collègues. Personne ne s'imagine travailler jusqu'à 67 ans sous les conditions de travail qui se sont dégradées ces dernières années. On parlait des enfants qui ne trouvent pas de travail ou alors des contrats précaires, des homes pour personnes âgées impayables, des fins de mois qui arrivent de plus en plus tôt. Le constat du recul social est unanime, parmi les enseignants flamands venus nombreux comme parmi les ouvriers ou les travailleurs des autres services publics.

Qu'une seule manifestation ne soit pas suffisante pour faire reculer le gouvernement, était clair aussi dans la tête des manifestants. Et dans bien des conversations, il était aussi question de la grève des cheminots en France ou de la grève récente chez Lidl.

Alors, quelle suite ? Les dirigeants syndicaux n'ont appelé à aucune autre action, ils se contentent de rappeler au gouvernement qu'ils sont capables de mobiliser, si celui-ci s'obstinait à décider par-dessus leurs têtes, maintenant que le gouvernement a repris l'initiative pour déterminer les critères de pénibilité.

Quant au PS, SP.A, Ecolo et Groen, présents dans la manifestation, la seule suite qu'ils proposent, est électorale. Le PS distribuait des autocollants « ne touche pas à ma pension » dans la manifestation. Une opération de com gonflée, de la part du parti qui a fait reculer l'âge de la prépension lorsqu'il était au gouvernement.

Le gouvernement actuel a pour l'instant remis à plus tard la pension à points, campagne électorale oblige, mais celle-ci ou une réforme semblable est déjà inscrite sur le programme que le patronat dictera aux partis du prochain gouvernement, peu importe leur couleur.

Pour avoir des pensions, des salaires, des conditions de travail dignes, il faut obliger le patronat à renoncer à une partie de ses profits. Pour créer le rapport de force nécessaire à cela, il faudra des luttes déterminées et conscientes des travailleurs qui tendent à se généraliser.

Pour que cette manifestation réussie soit un début, les travailleurs conscients doivent convaincre leurs collègues, amis et familles pour préparer ces luttes. Ce n'est pas la voie qui semble la plus facile? Mais c'est la seule qui ne soit pas une illusion!



Il n'y a rien à négocier

Même pas une semaine après la manifestation du 16 mai pour les pensions, les syndicats de la fonction publique, sauf pour l'instant la CGSP, ont conclu un préaccord avec le ministre des pensions, Daniel Bacquelaine, sur les critères de pénibilité applicables aux travailleurs du public qui permettront – théoriquement – à certaines catégories de travailleurs de partir à la pension plus tôt.

Cela ne concerne que la fonction publique pour l'instant et rien n'est encore bien concret. Et tout peut très bien être bloqué par le patronat qui souhaite des critères plus durs pour le secteur privé où les négociations ne font que (re-) commencer.

Mais surtout, Bacquelaine commence à rêver de pouvoir encore faire passer sa pension à points avant les élections de 2019. Car c'était ça la base sur laquelle les directions syndicales ont accepté de négocier: nous ne voulons pas entendre parler de la pension à points… avant d'avoir fixé des critères de pénibilité.

Mais avec des montants de pension tellement rabotés qu'ils ne permettront pas de vivre, on risque fort de devoir accepter des jobs précaires bien au-delà de 67 ans!

Ce n'est pas par les négociations, c'est par les luttes qu'on pourra stopper les attaques du gouvernement ! Et si les directions syndicales préfèrent rester assises pour se laisser embobiner par le patronat et son gouvernement, il faudra les organiser sans elles !

Pour que le monde du travail relève la tête: tous à la manifestation du 16 mai !

Après six jours d'une grève qui s'était étendue sur près de la moitié des magasins de la chaîne , les travailleuses et travailleurs de Lidl ont obtenu que la direction paye 40 heures de travail de plus par semaine soit l'équivalent d'un temps plein par magasin.

C'est une bouffée d'oxygène pour les travailleurs en sous-effectif permanent. Mais la victoire des grévistes ne réside pas seulement dans le fait d'avoir pu imposer ce recul à la direction de l'entreprise. C'est d'abord une victoire sur la peur. Car oui, il faut du courage pour risquer son emploi et tenir tête à cette direction ! Les grévistes en étaient parfois surpris eux-mêmes et ont fait l'expérience que collectivement, les travailleurs sont une force !

C'est un coup porté aussi contre tous ceux qui prêchent la résignation aux travailleurs. C'est justement chez Lidl, connu pour ses conditions de travail précaires et dures et pour les méthodes policières de la direction, que la grève a éclaté et l'a remporté. Malgré tous les pessimistes et les représentants patronaux qui veulent nous faire croire que c'est fini les luttes, la solidarité et le temps où les travailleurs pouvaient se battre !

Les grévistes de Lidl ont rencontré beaucoup de sympathie. Celle des clients, qui sont aussi des travailleurs, ou des chômeurs, des pensionnés. Et combien de travailleurs, dans tous les secteurs, toutes les régions du pays, se sont dit en eux-mêmes, en entendant les témoignages des grévistes à la télé : „c'est comme chez nous", „c'est ce qu'il faudrait chez nous aussi"?

En effet, qu'on soit facteur, ouvrier dans l'industrie, enseignant, cheminot, employé de banque, technicienne de surface, partout, la charge de travail augmente au fur et à mesure des emplois supprimés.

Devoir faire toujours plus pour un salaire toujours plus faible, tandis que près d'un demi million de travailleurs, et parmi eux beaucoup de jeunes, sont sans emploi... Combien de temps va-t-on supporter cette situation absurde et injuste?



Et la raison de cette aggravation de nos conditions de travail et de vie est aussi partout la même. La fortune de Dieter Schwarz, le patron de Lidl, se monte à 37 milliards d'euros, la plus grande fortune d'Allemagne. Elle a triplé depuis 2012, suite à la multiplication des magasins et aussi grâce à la surexploitation des salariés. Comme le racontait une gréviste : « Là où nous étions 9 personnes pour ouvrir le magasin au matin, nous ne sommes plus que 4 aujourd'hui. » Oui, leurs fortunes sont le fruit de notre exploitation !

Lidl n'est nullement un cas particulier. La condition ouvrière s'aggrave et les fortunes gonflent d'autant à l'autre pôle de la société! Cela n'est pas seulement vrai dans le secteur privé, c'est aussi le cas dans le secteur public. Les gouvernements ont mis des milliards pour sauver la mise aux actionnaires des banques et financent les importants cadeaux aux actionnaires des entreprises. Pour limiter les déficits de l'État qu'ils ont ainsi creusés, les gouvernements suppriment des emplois dans la fonction publique et font des économies catastrophiques sur l'enseignement, la SNCB, les hôpitaux... Au point que les conditions de travail sont devenues intenables et qu'il suffit de quelques malades pour que le fonctionnement des services publics ne puisse plus être assuré ! Pour la même raison le gouvernement baisse les pensions de tous, alors qu'un quart des pensionnés vit déjà sous le seuil de la pauvreté.

Pendant ce temps, les dividendes des actionnaires des banques et des grandes entreprises augmentent grâce à l'argent public ! Ainsi, rien que les 18 entreprises du BEL20 qui ont publié leurs résultats pour 2017, affichent une hausse de leurs profits de 57% !

Alors oui, tôt ou tard, tous ensemble, nous devons relever la tête et retrouver le chemin de la lutte pour obliger la classe capitaliste à nous rendre ce qu'elle nous a volé !

Le 16 mai, les syndicats appellent à une manifestation nationale pour les pensions. Cette manifestation seule sera insuffisante pour faire reculer le gouvernement. Et les travailleurs ont bien raison de se méfier des directions syndicales. Mais il ne faut pas donner satisfaction aux prêcheurs de la résignation. Comme les grévistes chez Lidl, comme les cheminots français, il faut montrer qu'il a des travailleurs qui ne baissent pas la tête ! Alors, allons-y le plus nombreux possible et préparons les grèves de demain !

Gaza : Halte au massacre des Palestiniens !

En tirant à balles réelles sur des habitants désarmés de la bande de Gaza qui protestaient le 14 mai contre le transfert à Jérusalem de l'ambassade américaine, l'armée israélienne a causé la mort d'au moins 59 Palestiniens, dont huit enfants de moins de 16 ans, et fait plus de 2 400 blessés.

Au moins 40 000 Palestiniens s'étaient massés en différents points le long de la clôture israélienne, pour la septième semaine de la Marche du retour organisée pour commémorer la Nakba (« catastrophe » en arabe). Celle-ci désigne l'exode de plus de 700 000 Palestiniens chassés de leurs maisons et de leurs terres au moment de la création d'Israël. Les manifestants entendaient aussi dénoncer le blocus imposé depuis plus de dix ans à la bande de Gaza, condamnant plus des deux tiers de ses habitants à vivre de l'aide humanitaire. En décidant le 12 mai de fermer l'unique point de passage des marchandises vers Gaza, aggravant ainsi la situation déjà dramatique des Gazaouis, le gouvernement israélien s'est livré à une nouvelle provocation.

L'inauguration de la nouvelle ambassade américaine à Jérusalem donnait une autre raison aux Palestiniens d'exprimer leur colère. Conquise en 1967 à l'issue de la guerre des Six-Jours, la partie orientale de Jérusalem, peuplée très majoritairement de Palestiniens, avait été officiellement annexée en 1980 par Israël. Depuis, les autorités israéliennes n'ont jamais cessé de mener une politique de colonisation visant à en chasser les Palestiniens. Un récent rapport de l'Union européenne a estimé qu'entre 1967 et 2016 Israël avait conduit à Jérusalem une « politique de déportation silencieuse », notamment en révoquant les permis de milliers de résidents palestiniens, dans le but de préserver une « majorité juive substantielle ». En décidant, en décembre dernier, le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, Trump apportait son soutien ouvert à cette politique des dirigeants israéliens.

Depuis la création d'Israël, les dirigeants américains ont apporté un soutien indéfectible à l'État israélien, qui est pour eux un allié privilégié, gendarme de l'ordre impérialiste dans la région. Mais, soucieux de ne pas trop mettre les États arabes alliés des États-Unis en difficulté vis-à-vis de leur population, ils avaient aussi cherché à se donner une image de médiateurs entre Israéliens et Palestiniens.

Depuis son accession au pouvoir, par ses déclarations et ses prises de position, Trump ne se donne même plus cette peine et il encourage ainsi le gouvernement d'Israël, l'un des plus à droite de l'histoire du pays, à poursuivre sa politique de colonisation d'une façon encore plus brutale et arrogante vis-à-vis des Palestiniens.

Depuis les premiers rassemblements à la frontière entre Gaza et Israël le 30 mars, les forces israéliennes auraient tué au moins 107 Palestiniens dans l'enclave et blessé environ 12 000 personnes. Cette répression s'inscrit dans la continuité de la politique des gouvernements israéliens, une politique criminelle et sanglante qui alimente depuis 70 ans la révolte légitime des Palestiniens. Elle condamne aussi la population israélienne à vivre en permanence sur le pied de guerre, la transformant en gardiens de prison ou en bourreaux, comme cela a encore été le cas dans les massacres à la frontière de Gaza.

Un système au bord de l'explosion

Depuis mars 2015, la Banque Centrale Européenne a consacré 2 550 milliards € à racheter aux banques privées des titres de dettes dont elles voulaient se débarrasser, mais aussi à acheter aux grandes entreprises des obligations sur leurs dettes pour les inciter à investir.

Régulièrement, les dirigeants de la BCE avertissent qu'ils vont mettre fin à ce programme appelé « assouplissement quantitatif ». Et tout aussi régulièrement, ils doivent annoncer qu'en fait… ils vont le continuer. Ainsi, l'argent encaissé par la BCE lorsque les obligations arrivent à échéance est entièrement réinvestit dans un nouveau programme de rachats d'actifs aux entreprises à hauteur de 30 milliards € chaque mois.

En réalité, aucun responsable politique n'ose enlever le baxter qui maintient les financiers sous perfusion… mais saigne les populations !